

Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITE

14, rue Drouot (Paris 9)

Téléph. : CENTRAL 69-70

Abonnements: Paris 20 fr.; Départements 24 fr.; Étranger 32 fr.
Les abonnements pour 6 mois sont reçus

Quotidien Républicain du soir

5 centimes - PARIS ET DÉPARTEMENTS - 5 centimes

DIRECTEUR

Miguel ALMEREYDA

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2)

Téléph. : CENTRAL 80-88

Pour la Publicité s'adresser à la Direction
44, rue Drouot, Paris (9)

LA VICTOIRE de l'Emprunt National

Unanimité

Le gouvernement de la République en proposant l'emprunt, la Chambre des Députés et le Sénat en le votant, ont montré à l'Europe et à l'univers entier que la France, résolue à combattre jusqu'à la victoire décisive, est parallèlement décidée à faire, pour obtenir cette victoire, tous les sacrifices qui seront reconnus nécessaires. Chacun fait ce qu'il doit.

Gouvernement, Parlement et peuple marchent à l'unisson et rivalisent d'enthousiasme. La presse de même.

Les journaux ont prêté au gouvernement, en cette circonstance, un concours sympathique. Ils pourront revendiquer leur part de mérites dans le succès de l'emprunt. Leur effort aura puissamment contribué à ce succès.

Tous les journaux ont marché, — aussi bien les organes de la grosse bourgeoisie, riche et modérée, que les feuilles de combat de l'extrême-gauche républicaine. Les adversaires de la République se conduisent comme ses meilleurs amis : Cautois ou Bataille, Croix ou Lanterne, on ne voit en cette circonstance que des Français. La presse ne se contenta point d'insérer ses communiqués et ses placards officiels : toutes les gazettes consacrent à l'emprunt des filets, des éditoriaux et même, quand la place ne leur manquait point, de grands articles, illustrés de dessins ou de photographies, et signés par leurs directeurs ou leurs plus brillants collaborateurs.

Ce fut un spectacle émouvant. Au milieu de nos querelles parfois vives en dehors de l'Union Sacrée, il vint rappeler au monde, comme les grandes séances nationales de la Chambre et du Sénat, que les Français s'ils se querellent entre eux, savent toujours s'unir en un bloc indissoluble quand il s'agit de faire face à l'ennemi et de lutter pour la liberté du monde.

I y eut cependant une exception. Un journal boude l'emprunt. Un journal s'est contenté de faire le strict minimum, d'insérer, entre deux articles qui l'éloignent, le communiqué payé en quatrième page, le cliché également payé, sans ajouter quoi que ce soit de son propre mouvement.

C'est l'Action française. Jadis les bandits de la contre-révolution dont les Daudet et les Mourras prétendent reprendre les méthodes, attaquaient à main armée les convois destinés à ravitailler les soldats de la République en lutte contre les tyrans coalisés. Les bandits contre-révolutionnaires d'aujourd'hui sont trop pitoyers et trop faibles pour tenter des coups pareils.

Mais ils n'en sont pas moins résolus à trapper la République et la France à la hausse.

Et, faute de mieux, ils boudent l'emprunt. Ils s'appliquent, par leur abstention à empêcher leurs riches clients de souscrire.

Ils étaient déjà en marge de tous les partis. Ils se mettent au ban de la France.

Georges CLAIRET.

Aux guichets

Sans réclamer l'intermédiaire, mais grâce à une publicité simple et décente, autant par le ministère des Finances que par la Banque de France, le public s'est emparé d'un compte de l'intérêt, tant patriotique que profitable, qu'il avait à souscrire au nouvel emprunt. Dès et déjà, malgré que la date de la clôture de la souscription soit fixée jusqu'au 15 décembre, on peut assurer que le nombre des millions offerts par les souscripteurs à la Défense Nationale dépassera de beaucoup la somme demandée et cela sans que l'Etat français ait besoin de recourir aux traquages qui, en semblable occurrence, ont été récemment pratiqués en Allemagne.

Le Service de l'Emprunt National a été installé au Pavillon de Flore, sous la surveillance de M. Voquet, sous-directeur au ministère des Finances. C'est là que se centraliseront les souscriptions de tous les pays. Une cinquantaine de dames et de jeunes filles sont affectées spécialement aux opérations très importantes nécessitées par le paiement effectué en totalité en espèces de bons ou des obligations de la Défense Nationale, ou par la production de livrets de la Caisse d'Épargne.

Durant toute la matinée, la rue de Rivoli présente une animation extraordinaire. Les pions se glissent entre les taxis qui s'arrêtent devant le pavillon de Flore juste le temps de laisser descendre le souscripteur pressé. Toutes les classes de la société sont représentées — dans le plus bel élan de

Des Renforts en Orient La Voix du Bon Sens

« Ne dégarçons pas le front occidental ! s'écrient les aigures. Des troupes rejoignent de Russie pour nous attaquer !... » Or, personne n'ignore notre supériorité numérique.

Cette supériorité, nous la conserverons même en donnant à l'armée d'Orient des renforts qu'il lui faut.

Nous resterons encore plus nombreux même si, comme on le prétend, les Allemands pouvaient enlever, pour les envoyer contre nous, des troupes du front russe, ou cependant les offensives heurtées de nos alliés se succèdent depuis des semaines.

Au surplus, tout le monde sait que ni nous, ni les Allemands, ne songeons à une offensive avant le printemps.

L'expérience tardive et malheureuse du 25 septembre a montré le rôle des conditions climatiques dans le succès d'une attaque.

Nous savons donc — et nul ne songe à soutenir le contraire — que le front occidental restera calme tout l'hiver.

En revanche, une partie décisive se joue en Orient.

Tôt ou tard, les mesures que nous réclamons devront être prises.

Vous ne voulez pas dégarner notre front?... Mais comment ne voyez-vous pas que vous serez accablés à la fin d'un jour ou l'autre ?

La victoire allemande en Serbie, ce sera pour nous l'obligation de dégarner notre front au profit des expéditions anglaises en Syrie ou en Egypte.

La seule différence qui existera, c'est que cet affaiblissement se produira à un moment où il sera plus dangereux encore d'enlever des troupes de notre front.

Mais il y a plus.

Tout le monde comprend qu'il n'est pas possible de laisser Salonique aux Austro-Boches.

On parle déjà d'une organisation défensive du grand port méditerranéen.

Oublie-t-on que le périmètre défensif de Salonique équivaut à celui de Paris ou d'Anvers ?

Il y faudrait donc, pour une défensive sérieuse, 300.000 hommes, de l'artillerie lourde, une masse de matériel de toutes sortes.

Ne bondissez pas : c'est ce que nous serions obligés de donner dans quelques semaines, si nous nous obstinons à ne rien faire maintenant.

A l'heure actuelle, 300.000 hommes peuvent sauver l'armée serbe, menacer Sofia, briser l'offensive hâlestante des armées allemandes.

Dans deux mois, il faudra les 300.000 hommes pour défendre seulement Salonique. Et cette défense se fera contre des armées fraîches, reposerées, ravitaillées par ce même chemin de fer que nous occupons encore et qui nous offre les moyens d'une offensive efficace.

Aujourd'hui, on dégarnerait le front français pour l'offensive, la libération de l'armée serbe, l'arrêt des armées boches... et l'édification de ce brave Constantin !

Dans deux mois, on dégarnera à la fois pour défendre Salonique et pour protéger Suaz et l'Egypte.

Ecouterait-on la voix du bon sens ?

Miguel ALMEREYDA

Nouvelles du front serbe Les forces serbes sont intactes

Athènes, 25 novembre. — Le ministre serbe de la guerre a déclaré à un rédacteur de la « Nation » :

« Les forces serbes sont en somme intactes. Elles manquent seulement d'armes lourdes. Le conseil de guerre austro-boche a décidé de faire un appel à l'Allemagne pour renforcer la ligne de l'Innozi. »

« Le service de l'intendance fonctionne admirablement, grâce au concours des Français. »

« Le ministre annonce que les Alliés prêtent une aide considérable à la Serbie dans un avenir prochain. »

Les hésitations bulgares

Salonique, 25 novembre. — La situation dans le sud de la Serbie n'a pas changé.

« Les Bulgares hésitent à descendre vers Monastir, ou les serbes ont organisé de fortes défenses. La situation reste sérieuse. »

Monastir moins exposé

Monastir, 25 novembre. — Une inactivité complète règne toujours sur le front de Priepol.

« Les menaces contre Monastir semblent avoir été momentanément écartées. Les consuls viennent de recevoir de Salonique. »

Nouvelles du front italien Mori et Rovereto évacués

Rome, 25 novembre. — On confirme que les Autrichiens ont évacué Mori et Rovereto.

« Le conseil de guerre austro-boche a décidé de faire un appel à l'Allemagne pour renforcer la ligne de l'Innozi. »

Convocations d'auxiliaires

Le général Gallieni fait annoncer la convocation des auxiliaires jusqu'à la classe 1891.

« C'est, nous dit-on, le résultat d'une utilisation plus complète des auxiliaires et du débussagement des hommes du service armé qui avaient à rester à l'intérieur. »

Mais s'il convient de faire passer au premier plan les besoins de la défense nationale et le service des armées, il faut aussi, dans la mesure du possible, ménager les forces économiques de la nation.

A ce point de vue, le général Gallieni serait avisé de s'assurer que les auxiliaires des dépôts sont bien tous utilisés, avant de procéder à de nouvelles convocations.

En outre, il faudrait appliquer, au même temps que la loi Dalbiez, les circulaires de M. Millerand destinées à permettre aux auxiliaires de continuer la surveillance de leurs affaires.

La loi Dalbiez visait à donner aux hommes un statut définitif.

M. Millerand, dans le même esprit, avait prescrit de rapprocher les auxiliaires de leur résidence.

Cela n'a jamais été fait.

« Une demande dans ce sens n'a été accueillie. »

D'autre part, dans une foule de services purement administratifs et qui regorgent d'un personnel surabondant, on garde les auxiliaires de huit heures du matin jusqu'à sept heures du soir.

« On les oblige à rentrer chez eux à huit heures et demi. »

On conçoit qu'il leur est impossible dans ces conditions de faire quoi que ce soit en dehors de leur service.

« La loi Dalbiez, qui leur donne le statut de militaires, n'y a rien à faire. »

Mais surtout elle ne leur a rien donné de service une organisation meilleure du travail, afin de donner aux hommes les quelques heures de liberté dont ils ont besoin pour leurs affaires.

C'est à la fois l'intérêt public et l'intérêt même des services qui l'exigent.

M. le général Gallieni se doit de montrer que les mesures qu'il prend ne sont pas seulement des mesures de façade destinées à satisfaire l'opinion par des apparences, mais qu'elles visent une réforme profonde de notre organisation bureaucratique.

UNE GRÈVE au Café d'Angleterre

Une grève vient de se déclarer au Café d'Angleterre, le nouvel établissement qui s'est ouvert samedi dernier, dans les locaux occupés jusqu'à la guerre par le Café Viennois, boulevard Montmartre, à l'angle de la rue Drouot.

Tout le personnel a cessé le travail, ce matin à onze heures et demi, — à l'exception des maîtres d'hôtel, qui sont chefs de service.

Voici les raisons de cette grève telles que nous les a exposées M. Philippe Luyau, secrétaire de la Chambre syndicale des limonadiers, qui a pris en mains les intérêts des grévistes :

« Les garçons employés au Café d'Angleterre ne sont pas payés. Ils n'ont pas le salaire fixe. Leur salaire est uniquement constitué par les pourboires que veulent bien donner les clients. »

« Sur ces pourboires, le propriétaire du café, M. Albert Volterra — un égyptien bien connu à Paris où il dirige l'abbaye de Théron, — a émis la prétention de lever un franc par jour et par garçon pour les frais. »

« Lors d'une première entrevue, avant l'ouverture de l'établissement, M. Volterra avait promis à ses ouvriers de leur laisser l'intégralité des pourboires. »

« Ce matin, il avait oublié ses engagements et, ayant réuni les garçons, il leur informa qu'il ferait à partir d'aujourd'hui même, la retenue d'un franc. »

« Les garçons n'acceptèrent pas. Comme le patron maintenait sa prétention, assurant qu'ils se moquaient du Syndicat, les garçons cessèrent le travail aussitôt. »

« Ils se réunirent cet après-midi à trois heures. »

« On nous fait remarquer avec raison que l'ancien directeur du Café Viennois, l'Autrichien Spiess, dont les gages furent supprimés à la mobilisation, avait de tous autres procédés : c'était, de tous les propriétaires

Au Café d'Angleterre

de cafés, celui qui faisait à ses ouvriers les meilleures conditions de travail.

« Il serait scandaleux que des ouvriers français, par la faute d'un patron trop rapide, en viennent à regretter de ne plus travailler sous les ordres d'un ennemi. »

« Le café d'Angleterre, pour l'avons dit, s'est ouvert samedi matin. A cette occasion, ses directeurs, MM. Dupuis et Volterra, n'avaient rien trouvé de mieux, pour attirer la clientèle parisienne, que d'annoncer qu'ils offriront une prime à tout client qui boirait un verre de Cinzano. »

« On n'a pas oublié que le représentant de la maison Cinzano se signala déjà à l'attention de la clientèle française en offrant généreusement des caisses de son vermouth aux soldats... du Kronprinz d'Allemagne. »

« Sur la terrasse, les chaises se coudoient dans un impeccable alignement que ne dérangeaient pas les consommateurs... absents. Les braserons ont disparu, et aussi les garçons qui, par leur simple présence, invitaient les passants à s'asseoir. »

« A l'intérieur les maîtres d'hôtel se multiplient, car trois ou quatre garçons seulement assurent, aux heures de l'après-midi, du déjeuner, le service. Ce personnel de fortune semble peu au courant de son travail. A chaque instant un des maîtres d'hôtel est obligé d'intervenir, soit pour les très rares commandes, soit pour le règlement de la consommation ou de l'addition. »

« Seuls, les propriétaires arpentent l'immense hall, gardant sur les lèvres un sourire stérotypé qui s'efforce d'être distrait. »

Billets Rouges

Et voici que, de nouveau, on nous parle de l'A. B. C.

L'A. B. C. est le plus grand organe clerical de l'Espagne. C'est aussi le plus francophone.

« Seulement, il est hypocrite, ce qui, de la part d'une feuille catholique, ne nous surprendrait certainement pas. »

Son hypocrisie consiste à adjoindre à sa rédaction férocement germanophile deux ou trois collaborateurs qui, de temps à autre, veulent bien ne pas dire du mal de notre pays. Grâce à ce pavillon trompeur, l'A. B. C., malgré les protestations de nombre de patriotes, peut entrer en France et y entretenir la haine de notre pays parmi les étrangers de langue espagnole.

« Comme les deux ou trois « jobards » qui se prêtent à cet abus de confiance en acceptant de collaborer à l'organe germanophile, sont des cléricaux fanatiques et des réactionnaires intransigeants, la presse conservatrice et royaliste de Paris n'a que des éloges pour l'A. B. C. C'est éloges, la gazette madrilène se reproduit, et ainsi les calomnies qu'elle colporte contre nos armées et notre gouvernement paraissent approuvées par des Français. »

« Nous avions dit tout cela. On avait crié au sectarisme. »

Mais voici qu'un homme qui n'est pas un militant de la Libre-Pensée ni des partis d'extrême-gauche, un collaborateur du Journal des Débats, le professeur Henri Lorin, dénonce à son tour l'A. B. C., sa haine de la France et sa perfidie.

« Une action plus sournoise écrit-il, a été celle du quotidien illustré de l'A. B. C. La collaboration à ce journal du député académicien Maratnez Ruiz Azorin et même de quelques écrivains français auxquels la direction laisse leur liberté entière, a su savoir faire illusion sur l'inspiration. »

« Et M. Henri Lorin cite l'exemple, non pas d'un collaborateur, mais d'un rédacteur titillé de l'A. B. C., un certain Salaverria, lequel déclarait un jour que, malgré son non-basque, il sentait en lui l'appel scélératesse de la Germanie le ramenant à la souche de quelque lointain oncle. »

« Voilà les gazettes que, parce qu'elles sont cléricales et réactionnaires, nos hommes de droite essayent d'acclimater chez nous. Et ils osent blâmer l'Agence Wolff. »

Dans Paris

AUX INVALIDES. — Une prise d'armes a eu lieu cet après-midi, à deux heures, aux Invalides, pour la remise, par le général Coustau, de croix et de décorations.

Communiqués Officiels

En Artois et en Lorraine, combats à la grenade, au cours de la nuit sur quelques parties du front.

Notre artillerie a exécuté des tirs efficaces sur des emplacements de mitrailleuses dans la région de Fric, au sud de la Somme, et dans la région de Roze sur la station de Beauvignies et sur Lavourat.

Canonade habituelle sur le reste du front.

Devant l'extrémité sud de l'île de Dalmatie, les Allemands ont attaqué hier matin et ont occupé la ferme de Borsmunde. Nos troupes, soutenues par des réserves qui étaient accourues, se sont élancées en contre-attaque et ont réoccupé Borsmunde.

Le même jour, une de nos troupes lithuaniennes de récente formation a attaqué violemment l'ennemi et donné de nouvelles preuves de bravoure et de vaillance.

Sur la rive gauche de la Dvina, au nord d'Ilouisk, nous avons occupé après un combat la ferme de Yanopol.

Audessous de Dwinsp, duel d'artillerie. Nous avons repoussé par notre feu une contre-attaque allemande sur rivières tranchées au nord du lac de Sventen que nous leur avions enlevées peu de temps avant.

Dans les autres secteurs du front, au golfe de Riga jusqu'au Priepol, situation calme.

Sur la rive gauche du Styr, dans la région du village de Novo-Podchrevitchik, nos canonnaches acharnés.

Le combat près du village de Kostinofski continue. Sur le reste du front, au sud et sur le front de Galicie, aucun changement.

FRONT DU CAUCASE

Aucun changement.

Emprunt de la Défense nationale

M. René Viviani, garde des Sceaux, vient d'adresser aux Procureurs Généraux une circulaire dont nous détachons les passages suivants :

« Le placement du nouvel emprunt est une œuvre patriotique à laquelle tous les citoyens sont également intéressés. Mais il impose des obligations particulières à ceux qui leur actions rapprochées de sources de la fortune publique et qui étroitement mêlés à la gestion des intérêts privés y apportent par devoir et par tradition en même temps que des actes de sage prévoyance le sens et le souci de l'intérêt général. Entre l'Etat et l'épargne les notaires sont des intermédiaires qualifiés. Conseillers des familles, des plus riches aux plus pauvres, appelés à surveiller l'emploi de nombreux capitaux, il leur appartient de rappeler à leur clientèle que, dans les circonstances actuelles, c'est faire œuvre de bon citoyen et d'administrateur prudent que d'apporter ses disponibilités au pays qui en a besoin. Ils rappelleront qu'aux époques les plus graves de notre histoire, faire confiance à l'Etat ne fut jamais pour les capitalistes français un mauvais calcul et qu'à l'heure présente la sécurité du placement que leur est offert est faite à la fois des enseignements du passé et de nos certitudes de victoire. »

LE JOURNAL NE DOIT PAS ÊTRE CRIÉ

